

parfois de métiers courants dans l'industrie, mais il y a aussi des services communautaires ou de nouvelles industries de services que vous avez évoquées. Ce sujet reviendra, j'en suis sûre, plus d'une fois au cours de vos travaux et c'est une proposition viable.

**La sénatrice Quari:** Cela est très difficile à mettre en œuvre.

**Le président:** Docteur McQueen, vous avez, je crois, traité la question du coût économique de la pauvreté. J'ai remarqué un passage dans votre mémoire. Vous parlez, à la page 4, de la prise de conscience du danger d'agitation sociale. C'est un danger qui menace le monde ainsi que notre pays, et cette mise en garde, émanant de votre organisme, m'a fait dresser l'oreille.

**Le docteur McQueen:** Sénateur, on doit être très prudent en commentant cette question. Il faut éviter de paraître jouer le rôle d'un instigateur. Je ne veux pas prétendre que l'existence de la pauvreté a récemment été la cause directe d'événements violents dans notre pays, et j'espère que je n'en verrai jamais. Mais nous devons nous rappeler qu'autrefois, dans les années trente, il se produisait certains incidents qui découlaient de la pauvreté—bien plus grave—qui sévissait alors. Ceci s'est produit; et nous avons remarqué aussi que le recours à la violence pour attirer l'attention sur les problèmes ou pour essayer de les régler a été utilisé aux États-Unis et ailleurs.

Dans ces circonstances, il serait dangereux de s'abstenir de régler de façon vigoureuse et déterminée ce problème majeur de notre société.

L'agitation sociale n'épouse pas toujours la forme de violence qui fait les manchettes des journaux. Elle peut prendre la forme plus modérée de l'aliénation—le sens de non collaboration—et susciter une distinction entre «ils» et «nous», «ils ne feront rien pour nous et ainsi nous refuserons de collaborer avec eux». L'agitation sociale peut prendre cette forme mitigée.

Nous parlions de danger et c'est le mot que nous avons employé. Une prise de conscience de ce danger, qui existe à mes yeux, doit nous inciter à réduire la pauvreté dans ce pays.

**Le président:** C'est une puissante mise en garde. C'est un signe d'alarme.

Pourriez-vous identifier un secteur du peuple qui s'estime défavorisé par rapport à d'autres.

**Le docteur McQueen:** Je ne saurais le faire, sénateur. Je n'ai ni les contacts, ni l'expérience pour ce faire, mais d'autres témoins pourraient mieux vous renseigner là-dessus. J'hésite gravement à identifier un secteur par peur d'être mal interprété.

**Le sénateur Roebuck:** J'aimerais savoir si vous avez examiné la situation dans d'autres pays. Par exemple, à quoi se chiffre le pourcentage de ceux qui vivent au-dessous du niveau de pauvreté en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Angleterre et dans les pays scandinaves? Ces pays ont beaucoup de choses à nous apprendre. J'aimerais savoir en quoi on peut comparer leur situation à la nôtre et pourquoi une telle situation existe.

Je félicite le docteur McQueen et ses collaborateurs des renseignements qu'ils ont obtenus et soumis à notre attention; mais je suis un peu déçu que, dans les deux dernières séances, ils se soient contentés de nous demander de reconnaître l'importance de l'emploi. C'est déjà reconnu, mais on se contente de cette reconnaissance. Nous devrions nous renseigner davantage sur les pays étrangers.

**Le docteur McQueen:** Sénateur, nous avons examiné avec soin le bilan des efforts réalisés dans un seul pays étranger, les États-Unis. Lorsque nous faisons des recherches et d'autres travaux pour rédiger le chapitre sur la pauvreté dans notre cinquième exposé annuel, nous avons invité, à Ottawa, pour un colloque à huis clos marqué au coin de la franchise et de la simplicité, deux personnes qui ont participé, aux États-Unis, à la lutte contre la pauvreté, dès son début. Nous avons eu d'excellents entretiens avec elles; elles nous ont parlé de leurs succès et de leurs échecs, et nous avons profité des leçons qu'elles nous ont données en nous mettant en garde contre certaines décisions et certaines façons d'aborder les problèmes. Depuis lors, nous tenons à suivre de près l'évolution rapide de ce sujet aux États-Unis.

Je dois avouer que nous n'avons pas pu, jusqu'ici, examiner la situation dans les pays que vous avez cités. Bon nombre d'entre eux appliquent des mesures sociales qui sont considérées comme assez avant-gardistes. Vous avez raison de dire que leur expérience nous serait très utile.